

**Convention collective régionale**

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**  
**(9 juillet 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

**ACCORD DU 1<sup>ER</sup> AOÛT 2006**  
**RELATIF À L'ARTICLE 23 « PRIME DE FIN D'ANNÉE »**

NOR : ASET0651073M  
IDCC : 1384

**Article 23**

*Prime de fin d'année*

Les bénéficiaires sont les employés, ouvriers, agents d'encadrement et cadres présents sur le tableau des effectifs au 1<sup>er</sup> décembre, ayant plus de 1 an d'ancienneté à cette date, et ayant réalisé 7 mois de travail (ou assimilé) entre le 30 novembre de l'année précédente et le 1<sup>er</sup> décembre de l'année en cours. Pour ce calcul certains arrêts sont (outre ceux prévus par la loi) également assimilés au temps effectivement travaillé :

- la maternité dans la limite de la durée légale et l'accident du travail indemnisé par la sécurité sociale quelle qu'en soit la durée, tous deux sous réserve de 12 mois effectivement travaillés avant l'arrêt ;
- la maladie indemnisée par la sécurité sociale ou la MSA ou les absences autorisées (autres que celles découlant de réunions syndicales, prud'homales ou de sécurité sociale) dans la limite de 9 mois d'arrêt portés à 12 mois lorsque le salarié a plus de 20 ans de présence et à 12 mois lorsqu'il s'agit d'un accident de travail. Elle est payable avec le salaire du mois de décembre.

La base de la prime est de 2 mensualités (soit 325 heures) pour un salarié travaillant à temps complet. Un prorata est à établir pour les salariés ayant travaillé à temps partiel au cours de la période de référence.

Le montant attribué varie en fonction du nombre de la durée des absences au travail comme indiqué selon le barème figurant ci-après. Toutes les absences légalement assimilées à du travail effectif (délégations DP-CE, formation, etc.) ne sont pas décomptées comme absence au travail pour la

lecture de ce barème. Le montant résultant du barème est attribué à 100 % aux salariés de plus de 3 ans d'ancienneté, à 85 % aux salariés de 2 à 3 ans et à 65 % aux salariés de 1 à 2 ans d'ancienneté.

Le paiement en cours d'année n'est accordé qu'aux salariés licenciés en cours d'année pour compression de personnel (ce qui exclut le cas de congédiement pour faute grave et de départ volontaire). Les ayants droit des salariés décédés et les salariés partant en préretraite ou retraite ont droit à une prime calculée *pro rata temporis* entre le 1<sup>er</sup> décembre précédent et la date de rupture, sur la base du salaire et de l'ancienneté à la date de rupture.

Autres modalités d'application : seuls des accords d'entreprise donnant des avantages supérieurs permettent de prévoir des modalités différentes de versement de cette prime. Dans le cas où certaines maisons avaient l'habitude, avant la mise en vigueur du présent article, de donner des primes ou gratifications, celles-ci resteront bénévoles et facultatives.

Accord tripartite du 1<sup>er</sup> août 2006 (annule et remplace les articles C 23.1 et C 23.2 du 11 décembre 1995).

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Union des maisons de Champagne.

**Syndicats de salariés :**

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat Force ouvrière du champagne (FO) ;

Syndicat de maîtrise, employés et cadres du champagne (SMECC).

## Barème des primes de fin d'année des salariés de toutes catégories

Employés et ouvriers. – Encadrement et cadres

Prime de fin d'année (base 325 heures)

DURÉE CUMULÉE DE TOUTES LES ABSENCES AU TRAVAIL DU 1 <sup>er</sup> DÉCEMBRE AU 30 NOVEMBRE																
Mois	< 0,13	< 0,32	< 0,9	> 0,9 à 1,6	> 1,6 à 2,1	> 2,1 à 2,5	> 2,5 à 3	3 à 3,9	3,9 à 4,8	4,8 à 5,7	5,7 à 6,7	6,7 à 7,6	7,6 à 8,5	8,5 à 8,9	8,9 à 10	> 10
Sem.	< 0,56	< 1,4	> 1,4 à 4	> 4 à 7	> 7 à 9	> 9 à 11	> 11 à 13	> 13 à 17	> 17 à 21	> 21 à 25	25 à 29	> 29 à 33	> 33 à 37	> 37 à 39	> 39 à 45	> 45
Jours (*)	0, à < 3	3 à 7	8 à 20	> 20 à 35	> 35 à 45	> 45 à 55	> 55 à 65	> 65 à 85	> 85 à 105	> 105 à 125	> 125 à 145	> 145 à 165	> 165 à 185	> 185 à 195	> 195 à 225	> 225
Zéro absence : 325	<p style="text-align: center;">Nombre total cumulé de toutes les absences au travail enregistrées sur 12 mois sans considération de leur durée.</p> <p style="text-align: center;">Montant de la prime à verser pour l'année civile avec le salaire de décembre (exprimé en nombre d'heures du salaire conventionnel)</p>															
1	315	314	311	301	291	283	273	257	239	222	204	187	170	152	135	118
2	306	301	298	289	282	273	264	247	230	213	195	177	161	143	126	108
3	297	292	286	278	270	261	253	235	218	201	184	166	148	132	114	97
4	287	283	274	266	259	250	241	224	206	189	172	154	137	119	103	84
5	278	273	265	257	249	241	231	215	197	180	162	145	128	110	93	76
6	269	264	256	247	240	231	222	205	188	171	153	135	119	101	84	66
7	259	255	246	238	231	222	213	196	178	161	144	126	109	91	75	57

DURÉE CUMULÉE DE TOUTES LES ABSENCES AU TRAVAIL DU 1 <sup>er</sup> DÉCEMBRE AU 30 NOVEMBRE																
8	250	245	237	229	221	213	203	187	169	152	134	117	100	82	65	48
9	241	236	228	219	212	203	194	177	160	143	125	107	91	73	56	38
10	231	227	218	210	203	194	185	168	150	133	116	98	81	63	47	29
11	222	217	209	201	193	185	175	159	141	124	106	89	72	54	37	20
12	213	208	208	199	190	182	174	156	139	121	105	87	69	52	35	18
13 ou +	208	208	208	199	190	182	174	156	139	121	105	87	69	52	35	18
Appliquez au montant ci-dessus un abattement supplémentaire de 3,7 heures pour chaque absence non justifiée. (*) Par jour d'absence : il s'agit de jour d'absence au travail et non pas de jour calendaire. Aucune prime après 9 mois d'absence portés à 12 mois en cas d'accident de travail ou ancienneté supérieure à 20 ans.																